

La prospérité économique de nos citoyens en dépend. C'est pour cela que le gouvernement canadien s'est généralement abstenu de recourir aux mesures commerciales unilatérales comme moyen de pression sur un pays. Notre politique tient compte non seulement des intérêts économiques des Canadiens, mais aussi du fait que peu d'économies nationales dépendent de nos produits. Par conséquent, nous échangeons des biens destinés à des utilisations pacifiques avec tous les pays, sauf ceux qui font l'objet de sanctions obligatoires décrétées par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

La question des droits de la personne influe par ailleurs sur nos ventes d'armes. Nous ne livrons d'armes ni aux pays où il y a danger immédiat d'hostilités, ni aux régimes qui ont des valeurs incompatibles avec les nôtres. Cela vaut d'autant plus lorsque le matériel en question peut servir contre la population civile.

En décembre dernier, le gouvernement annonçait qu'il mettait progressivement fin à ses activités de soutien commercial en Afrique du Sud, qu'il en retirait ses délégués commerciaux et qu'il exigerait dorénavant le visa des visiteurs sud-africains. En consultation avec les sociétés canadiennes, nous élaborions également un Code de conduite devant régir les activités des sociétés canadiennes opérant en Afrique du Sud. Cette décision exceptionnelle n'a été prise qu'après de nombreuses années d'examen du dossier. Le cas sud-africain est unique dans les annales contemporaines. C'est le seul pays à avoir fait de la discrimination raciale le fondement de son système social, politique et économique. L'ONU s'efforce depuis trente ans de persuader ce gouvernement récalcitrant d'accorder à ses citoyens des droits, des privilèges et des responsabilités sans distinction de race. La communauté internationale, dans son ensemble, en est venue à reconnaître la nécessité de sanctions tant multilatérales qu'unilatérales contre l'Afrique du Sud. Nous voulons ainsi forcer encore davantage ce régime à modifier fondamentalement ses politiques. Ces changements sont essentiels si l'on veut éviter de glisser davantage vers la guerre raciale en Afrique du Sud et dans l'ensemble de l'Afrique australe.